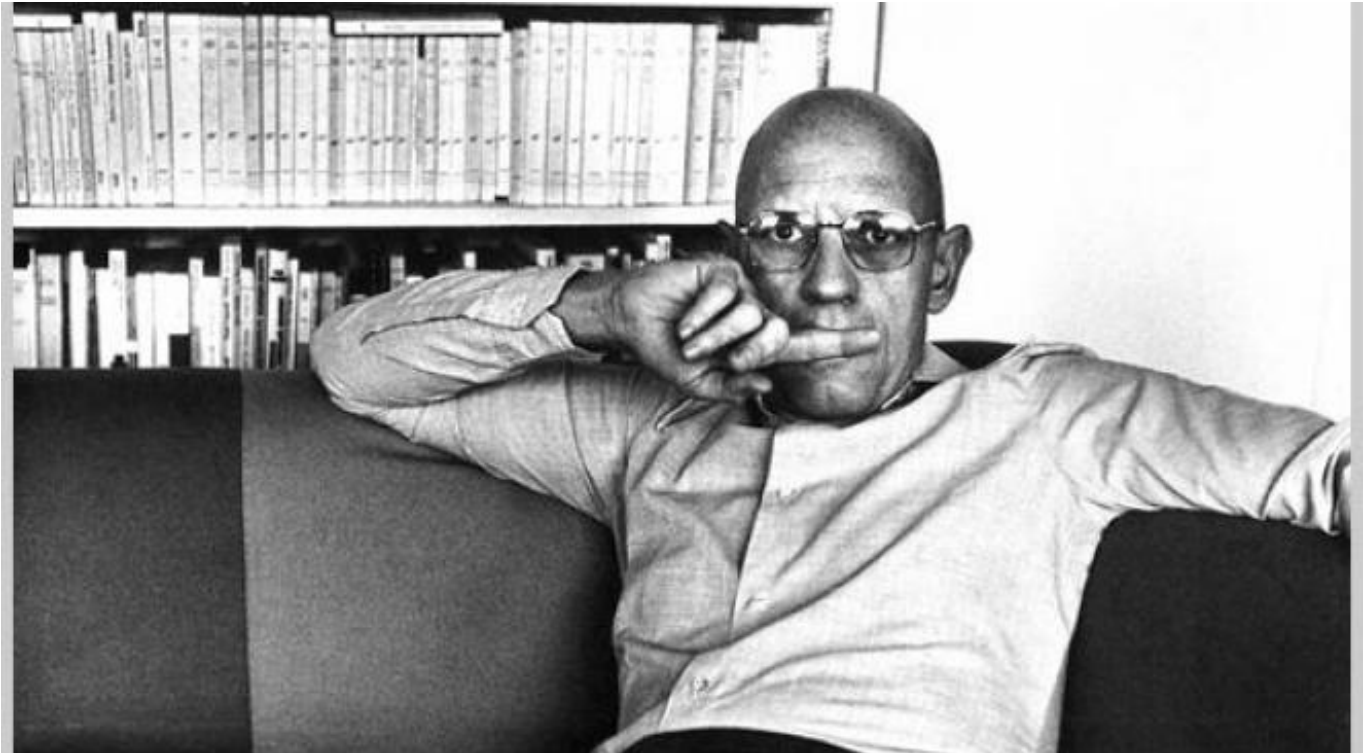


Publié le 31 Juillet 2016

Victimaires

Et s'il était temps de regarder aussi ces autres complices du terrorisme : les artisans très français de la culture de l'excuse



Depuis plus de quarante ans, de grandes figures intellectuelles françaises ont contribué au développement de ce que l'on appelle la "culture de l'excuse". Une idéologie qui a notamment sévi auprès de certaines populations immigrées, en particulier celle en provenance d'Afrique du Nord, les faisant se considérer davantage comme des victimes que comme des acteurs de leur histoire.



Avec [Paul-François Paoli](#)
[Voir la bio en entier](#)

Avec [Jean-Paul Brighelli](#)
Jean-Paul Brighelli pour Debout la France
[Voir la bio en entier](#)



Avec [Éric Verhaeghe](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Les attentats récents qui ont frappé la France ont mis en avant l'incapacité des valeurs modernes promues par les élites françaises à pallier les frustrations d'une partie de sa population, notamment celle issue de l'immigration ? A l'origine de cet affaiblissement, on retrouve que l'on appelle la culture de l'excuse. A quoi correspond-elle ? Qui sont ses penseurs et pourquoi leurs disciples nous ont-ils idéologiquement et socialement désarmés aujourd'hui ?

Paul-François Paoli : Notre vision de la société et des événements a été depuis longtemps brouillée par une perte du sens commun. Pendant longtemps, on nous a convaincus que les terroristes n'étaient que des malades mentaux. J'ai entendu dire, par exemple, que l'un des assassins du prêtre avait fait un séjour en psychiatrie. C'est le cas, et un cas particulier. Il faut savoir que nous avons à faire à des malades qui n'agressent pas n'importe qui, et dont **l'acte pathologique porte malgré tout un sens idéologique.**

La question aujourd'hui est : **sommes-nous préparés à un affrontement ? Et la réponse est non, car nous nous pensons d'avance comme coupable. La culture de l'excuse a été préparée par une sorte de syndrome de Stockholm généralisé qui date de la décolonisation, mais surtout de la Seconde Guerre mondiale.** Nous considérons que nous n'avons plus de leçon de morale à donner après ce qui s'est passé en Europe.

Nous ne pouvons plus accuser les autres d'être des barbares, nous n'avons plus de légitimité de dire aux autres ce qu'est la barbarie et ce qu'est la normalité ou la moralité. C'est **un argumentaire que manie très bien Tarik Ramadan.**

Il y a donc une situation générale de culpabilité de l'Occident dont il faut sortir. La culture de l'excuse est un sous-produit de cette culpabilité historique qui a été **diffusée dans les années 1970 par de grands penseurs et intellectuels, dont deux particulièrement qui sont Pierre Bourdieu et Michel Foucault.** Ces penseurs n'ont pas directement théorisé une culture de l'excuse - ils étaient bien plus intelligents que cela - mais ont brouillé ce qui pouvait relever du sens commun. Une victime n'est pas forcément une victime, ce qui fait qu'il n'y a plus de frontière réelle entre un voyou et ce qu'on appelait autrefois des honnêtes gens. Parler d'honnête homme est ridicule, parler de braves gens est risible. A travers la pensée de Bourdieu, on en a conclu que la société a un fonctionnement clair : il y a d'un côté les dominants et de l'autre les dominés. Les exclus sociaux sont déviants du fait du terreau social et de la domination sociale, culturelle, psychologique. C'est cette vulgate bourdieusienne - de même qu'il y a une vulgate foucauldienne (qui serait pour résumer la pensée de Libération) - qui a déconstruit notre société.

En 1972, au moment où Michel Foucault et Gilles Deleuze s'étaient associés pour défendre les prisonniers à travers les CAP (Comités d'action des prisonniers), les deux philosophes avaient dialogué dans *L'Arc* (une revue de l'époque) et avaient comparé la conception des prisons à celle des écoles élémentaires. C'est dire à quel point ces penseurs considéraient que toute sorte d'organisation sociale est imprégnée de répression. **Des penseurs aussi puissants ont fait des disciples, et ce sont leurs vulgates sociologiques souvent, ou journalistiques des années 1980-1990, qui se sont diffusées dans la bourgeoisie intellectuelle et ont brouillé ce qu'on prenait pour l'évidence et qui était le sens commun.**

Il faut savoir qu'il y a des penseurs comme Hannah Arendt pour qui le sens commun est quelque chose de très important. Quand quelqu'un prend un camion pour écraser une foule, c'est un acte qui, sous quelque latitude que ce soit, ne peut pas être justifiée. Même les terroristes anti-israéliens (Septembre noir etc.) prenaient des cibles. Elles attaquaient des policiers, des sportifs israéliens ; là ce n'est plus le cas, l'arbitraire est total. Cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit d'un acte politique, mais qu'il y a une fracture au sein de la société qui relève de la haine.

Tout ce rejet est lié à une sous-culture anti-étatique, anti-colonialiste dans le domaine de l'Histoire, anti-normatiste dans le domaine du Droit et antisociale dans le domaine de la sociologie qui fait du délinquant, du fou, du criminel dont l'acte a un sens politique.

Au moment des agressions de Cologne, on a eu un philosophe intelligent comme Eric Fassin qui a justifié les actes de ces agresseurs en affirmant que les femmes occidentales auraient intériorisé les catégories du colonialisme. Elles sont à ses yeux coupables de mépris vis-à-vis de ces migrants qui se sont vengés.

La force de ces arguments, c'est qu'ils ne sont pas totalement faux. Et de cette zone de doute sur la vérité sort une sorte de laxisme qui est, par exemple, celui de la juge qui a relâché l'assassin du prêtre. C'est par ce tour de force que la Justice a jugé que cet homme, qui était pourtant fiché S et qui fanfaronnait sur sa volonté de commettre un acte terroriste, n'était pas dangereux. Parce que lui-même est un malheureux.

Cette tendance à nous apitoyer sur le malheur du criminel vient de notre culture chrétienne. Cette perversion compassionnelle est une idée chrétienne devenue folle. On a entendu un prêtre dire : "pardonne leur, ils ne savent pas ce qu'ils font" ; mais c'est déformer l'utilisation qui en avait été faite par le Christ : dans son cas, c'est lui-même qui se sacrifie, pas un autre. **C'est à partir du moment où l'on pardonne ce que l'on n'a pas subi que le système devient pervers.** Le discours de l'Eglise est aujourd'hui ambigu, car il semble parfois participer de cette culture de l'excuse et du compassionnel. Certains disaient "eux aussi ont leur part d'humanité" : mais que peut-on faire de cette affirmation quand on a perdu un enfant écrasé par un fou ? C'est ce que j'appelle la tyrannie de la faiblesse dans un de mes livres, qui fait que le *pathos* ambiant devrait exorciser le mal, et en même temps nous guérir de nos souffrances. C'est cela que je rejette. **Si on regarde un pays constamment agressé comme Israël - qui est loin d'être parfait, mais qui sur ce point nous domine - on voit ce qui est le bon sens en la matière.** Personne ne dirait "pardonnez leur, ils ne savent pas ce qu'ils font là bas". C'est peut être la différence entre judaïsme et christianisme, me direz-vous. Il ne faut pas oublier qu'à une époque, l'Église catholique considérait qu'on devait se défendre si on était attaqué. La légitime défense est reconnue par Saint-Thomas d'Aquin et Saint-Augustin. Si on ne doit pas avoir peur comme le dit le pape François, pourquoi est-il escorté et protégé par des gardes du corps ? A mon sens il faut refuser la compassion quand elle est faible, et mettre en valeur celle du fort, par exemple celle du Christ qui tend la joue gauche. Mais c'est lui qui la tend et qui est fort. Pas ceux qui s'en attristent et qui sont incapables de voir que dans la haine, certains trouvent une jouissance, et que donc parfois le mal n'a pas de causes suffisantes. On peut toujours justifié le mal, mais ce n'est pas comprendre qu'il y a quelque chose de mauvais qui s'exprime radicalement au delà des circonstances.

Jean-Paul Brighelli : À la source de cet affaiblissement moral, il y a d'abord **une volonté d'égalisation de tous les avis** : le vôtre vaut le mien, et celui de n'importe qui a le même poids. À l'école, par exemple, dans la grande furia d'oralité qui a saisi les programmes depuis trente ans, la réflexion la plus fréquemment entendue est : "C'est votre avis, pas le mien" — comme si l'avis de l'élève avait le même poids que celui émis par le maître appuyé d'exemples circonstanciés et de raisonnements construits. C'est ainsi que l'on en vient à réfuter Darwin, à contester la Shoah ou à expliquer que le 11 septembre est une grande victoire palestinienne (quand ce n'est pas — en même temps, ce qui peut sembler curieux — un complot du Mossad). **Ce que l'on a voulu effacer, c'est la hiérarchie des savoirs, en faisant de toute opinion, pour indéfendable qu'elle soit, un avis autorisé.** Le brouhaha permanent que prônent les inspecteurs — le "papotis" [dont ils font l'éloge](#) dans les réunions organisées pour "vendre" à des enseignants sceptiques la réforme du collège de Mme Vallaud-Belkacem — est un exemple frappant de cette abdication face aux superstitions les plus ancrées.

Historiquement, **il faut remonter à la réforme Jospin, en 1989.** Son article 4 promulguait "*l'adaptation à la diversité des élèves*" — une façon de reconnaître qu'il n'y avait pas de discours dominant, pas de "doxa", comme on dit en philo. Le communautarisme dont nous sommes en train de crever sort de là. Lesquels élèves appartenaient désormais, comme les enseignants ou les "géniteurs d'apprenants", à la "communauté éducative" — une façon de dire que l'avis informé de l'enseignant ne valait pas mieux que celui du fanatique et de sa progéniture. Quant à l'article 10, il reconnaissait à l'élève la "liberté d'expression" : au lieu de "tourner sept fois sa langue dans sa bouche" et de choisir sagement de se taire, l'élève était encouragé à démontrer sa spontanéité, érigée en valeur suprême.

Et je ne citerai que pour mémoire la grand révisionnisme qui a frappé, par exemple, une matière comme l'Histoire, où désormais le Blanc descendant d'esclavagistes / colonialistes / exploiters du "pov'peuple" a intérêt à se couvrir la tête de cendres.

Comment cette culture de l'excuse développée ces dernières décennies en France a-t-elle été intégrée par les populations immigrées ? Dans quelle mesure a-t-elle contribué à entretenir chez elles l'idée qu'elles n'étaient que des victimes et non pas des acteurs de leur histoire, et à créer le terreau favorable au développement du terrorisme ?

Eric Verhaeghe : On pourrait ici parler de ruse du colonialisme, et comprendre que **la culture de l'excuse permet de perpétuer le rapport colonial tout en semblant l'inverser**. En apparence, les descendants des colonisés sont devenus des sujets de droit, des réhabilités, et même des égaux. En vérité, leur statut de victime maintient pour tous la fiction selon laquelle ils ne sont pas les égaux des anciens colons. Ainsi, quand l'ancienne puissance coloniale discrimine négativement un ancien colonisé, celui-ci peut invoquer la culpabilité générale des colons pour se plaindre de sa position et obtenir réparation. **Mais lorsque l'ancien colonisé devient à son tour oppresseur, il n'est pas analysé comme une personne responsable qui doit assumer ses actes. Il est analysé comme une victime qui se fait bourreau par excès de "victimité"**. Vous avez tellement souffert que vous commettez le mal malgré vous, et il doit donc vous être pardonné. A de nombreux égards, vous, l'ancien colonisé, commettez le mal parce que le descendant du colon vous y a poussé. Vous ne pouvez donc être tenu pour responsable. Bref, **le colonisé et sa descendance sont nimbés d'un voile de déresponsabilisation générale et absolue**.

Pour l'ancien colon, cette logique de déresponsabilisation de l'ancien colonisé est une terrible ruse qui permet de préserver la relation de domination sans le dire. Le colon est lui un humain à part entière, puisqu'il est responsable de ses actes. Le colonisé ne l'est pas ou l'est moins. Il n'appartient donc pas à la même espèce. Il n'a pas atteint le même degré de profondeur existentielle. La question est de savoir pourquoi les anciens colonisés se complaisent volontiers dans cette perpétuation discrète du racisme. Pourquoi préfèrent-ils souvent le statut de victime au statut d'humain responsable de ses actes? **L'une des explications tient incontestablement au confort né de la déresponsabilisation**. Finalement, quels que soient les choix individuels des anciens colonisés, ils sont validés implicitement par le "système" de valeurs qui dédouane les coupables de leur faute. Nous sommes tous bien d'accord pour dire que ce système est terriblement hypocrite, dans la mesure où le dédouanement est aussi une forme d'infériorisation. Mais le choix est simple: se contenter d'un statut inférieur sans responsabilité, ou jouer le jeu de l'égalité au risque de fournir des efforts extrêmement lourds pour jouer le jeu de la concurrence.

Jean-Paul Brighelli : Chose étrange, ce ne sont pas toutes les populations immigrées originaires des anciennes colonies qui ont réagi ainsi. **Les Asiatiques par exemple, originaires de l'ancienne Cochinchine (le Vietnam principalement) ne présentent aucun symptôme d'une culture de l'excuse** : ils travaillent dur, réussissent souvent brillamment, et se font une place dans la société française — y compris en prenant territorialement la place (à Belleville par exemple, ou dans le centre de Marseille — pour ne pas parler de l'implantation de Chinois à Alger même) de populations venues du Maghreb.

Pourtant, les Indochinois ont été sacrément exploités par le colonisateur ! Que l'on pense par exemple à la culture importée de l'hévéa et au travail forcé qui en a résulté — ou à l'importation de travailleurs indochinois dans les rizières camarguaises pendant la Seconde Guerre mondiale, sans rémunération ni reconnaissance... Et c'est par une guerre aussi qu'ils se sont libérés des Français — une guerre gagnée sur le terrain, alors que le FLN a gagné la sienne à Evian. **Il y a quelque chose de spécifique aux anciens colonisés d'Afrique du Nord qui tient peut-être à la façon dont on leur a raconté leur histoire — et il y a là une double responsabilité, celle de la famille et celle de l'Ecole. Qui tient aussi peut-être à l'islam**, à la certitude d'être dans le vrai — et d'être rejetés alors même qu'ils devraient être au sommet — et au fatalisme quelque peu contemplatif de cette religion où "c'est écrit", et où par conséquent l'effort personnel n'est pas survalorisé. D'où cette culture de l'excuse, le discrédit jeté *a priori* sur le travail scolaire (les travaux de Jean-Louis Auduc sur la "fracture sexuée" à l'école ont prouvé que les garçons sont bien plus mauvais élèves que les filles, et les garçons maghrébins particulièrement), et un sentiment de frustration que la religion peut compenser — ou la violence, qu'elle s'exprime à travers la délinquance ou à travers le terrorisme — et, de plus en plus souvent, à travers les deux.

Pourquoi ces idéologies, développées dans les questions précédentes, se sont-elles si largement imposées à la fin du XXe siècle ? Pourquoi leurs adversaires n'ont-ils pas eu la même influence ?

Paul-François Paoli : Il y a deux choses. D'abord, il faut savoir que dans les années 1970, l'intelligentsia était hégémoniquement de gauche. Cette transformation est consécutive à la mutation de la gauche qui, jusque-là, croyait dans des normes, celles de la République ou du marxisme. **La gauche s'est débarrassée de ces cadres dans les années 1970, autour de personnalités comme Michel Foucault ou Gilles Deleuze. Ils vont alors s'inspirer de Nietzsche et le pervertirent en le confinant à la négation de toutes lois et valeurs morales**. C'est l'apparition d'un Nietzsche anarchiste, libertaire, pour qui la loi n'est qu'un rapport de pouvoir. Un magistrat n'est plus que le gardien d'un ordre social.

Dans le même temps, **il n'y a pas de pensée à droite. La droite a été décapitée après Vichy, et n'est pas arrivée à s'en remettre. Seule une personne isolée comme Raymond Aron était capable d'affronter ces gens-là**. Il y a d'ailleurs eu un débat Michel Foucault / Raymond Aron sur *France Culture* dans lequel Aron a nettement dominé Foucault : personne ne pouvait le dominer dans un débat. Une force de la pensée de Foucault

contre Aron, était sa fulgurance rhétorique. Aron était très sobre et n'usait jamais de formules flamboyantes pour illustrer ses propos. Il était dans la pédagogie et démontait un argument après l'autre. C'est pour cela qu'il ne pouvait pas débattre avec Sartre, qui était toujours dans l'excès. Il y avait, de plus, un certain snobisme qui faisait préférer les "rebelles" aux professeurs rébarbatifs et consciencieux qui expliquent qu'il faut bien des policiers et des magistrats. C'est moins séduisant que de se dire qu'une société sans armes et sans prison serait idéale ! Ce que n'est pas loin de dire une personne comme Taubira.

Jean-Paul Brighelli : En fait, **il faut remonter à 1962 et à l'arrivée à la tête de la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) de René Haby** (les ministres — cinq en deux ans de 1960 à 1962, n'avaient ni compétences, ni désir d'action). L'inspecteur général Jean Le Lay remet en 1962 un rapport qui propose de renforcer le français et les mathématiques. Mais René Haby — il n'est pas encore le ministre de l'Education de Giscard et du collège unique, mais il a déjà des convictions dont il ne changera jamais — propose de *"revoir non seulement les programmes et les horaires, mais également les méthodes et l'esprit même qui anime cet enseignement."* Arrive alors la Commission Rouchette (1963-1966), dont certains membres, comme Louis Legrand qui rédige le texte final, exerceront durablement leur influence létale sur l'Ecole.

L'expérimentation de ce nouveau projet commence en 1967 — avant 1968 ! Le français est devenu, sous la plume de ces dynamiteurs, "moyen de communication et d'expression orale et écrite". Du passé faisons table rase : la langue n'a plus de diachronie perceptible, tout se passe en synchronie, dans l'expression immédiate, et dans un souci tout rousseauiste de "communiquer" — une illusion dangereuse qui a engendré les programmes des cinquante dernières années. La fonction de communication est réputée centrale, et nos brillants pédagogues décrètent que les élèves dorénavant cesseront d'utiliser la langue pour bien écrire, quitte à s'en servir pour mal parler.

Bien entendu, **cette priorité donnée à l'oral, qui semblera anecdotique à un non-professionnel, est d'autant plus fondamentale qu'elle remet en cause les places respectives du maître et de l'élève**. La transmission verticale du savoir (l'un sait et transmet son savoir à celui qui écoute) est dès lors réputée réactionnaire — elle est même impossible à qui applique mécaniquement les mesures imposées. C'est la question de l'ordre scolaire qui est posée, et au-delà celle de l'ordre social.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Où sont les partisans de ces idéologies et pourquoi sont-ils encore influents ? Quel impact a sur notre société l'émergence de penseurs dits "néo-conservateurs" ou "réactionnaires" qui critiquent cette idéologie aujourd'hui ?

Paul-François Paoli : Il y a aujourd'hui une déliquescence de Foucault et Bourdieu, qui étaient des penseurs puissants et dont la pensée a été pervertie et appauvrie peu à peu. Elle a, dans le même temps, été institutionnalisée et intégrée. **Le fait qu'on ne puisse plus punir un élève vient de cela**. Aujourd'hui, si vous giflez un élève, vous traumatisez un enfant qui souffre de son état social. Cette culture de l'excuse et cette culture victimaire est partout. C'est pourquoi **on ne dispose pas d'un système immunitaire suffisant pour se défendre de l'agression massive que représente le djihadisme aujourd'hui. On le voit par exemple dans les réactions à l'attentat de Nice: des gens ne trouvent rien de mieux que de mettre de petits nounours en peluche sur le lieu du massacre**. Si en 1940, quand l'Allemagne avait attaqué l'Angleterre, les Anglais avaient fait des marches blanches ! Soit on est en guerre, soit on ne l'est pas. Le président François Hollande dit qu'on l'est. **Une réaction comme celle des jeunes qui s'engagent dans la garde nationale me semble plus appropriée**. C'est un signe très positif pour le coup. On n'est pas dans la jérémiade qui demande de ne pas haïr son prochain.

C'est dans ce contexte que se développe une pensée néo-réactionnaire. **La gauche a perdu les classes populaires qui soutiennent la répression, qui sont pour la peine de mort. Et elle a aussi perdu ses intellectuels** : il n'y a plus un seul grand intellectuel de gauche en France. Il y a de grands intellectuels républicains plutôt conservateurs comme Marcel Gauchet ; ils ne sont pas vraiment à gauche.

Il y a aujourd'hui des penseurs issus de la gauche, disposant d'une culture de gauche comme Alain Finkielkraut ou Pascal Brückner qui sont néo-conservateurs. L'intelligentsia néo-conservatrice a pris le dessus sur la vulgate

libertaire des années 1970, qui connaît une pleine déliquescence aujourd'hui.

Jean-Paul Brighelli : L'une des raisons qui, en ces années de contestation, ont fait pencher la balance dans le camp des "réformistes", c'est l'ancrage à droite de ceux qui se sont le plus violemment opposés à la réforme. Roger Ikor est professeur de Lettres au lycée Condorcet (et par ailleurs un écrivain estimable), Marcel Picard, professeur à la Sorbonne, s'est fait connaître par ses diatribes un peu inutiles contre Roland Barthes, Frédéric Deloffre (spécialiste du XVIIIe siècle et de Marivaux), est aussi fondateur de l'UNI et membre du Syndicat autonome ancré à droite. *La Revue des deux mondes*, où ils publient leurs analyses critiques en septembre 1972, est la plus ancienne revue française encore en fonctionnement, avec une image alors surannée face à la vague montante des revues structuralistes comme *Tel Quel* ou *Communications*.

Il faudra pratiquement attendre les années 2000 pour que des penseurs engagés à gauche et incontestables, comme **Jean-Claude Michéa, Elisabeth Levy, Michel Onfray, Régis Debray, Natacha Polony, Jacques Julliard, Alain Finkielkraut** ou moi-même, s'inquiètent réellement de ce qui est arrivé à la langue française — et, partant, à ceux qui la parlent. Le rôle d'associations comme [Sauver les Lettres](#), fondée par d'anciens gauchistes revenus de Pékin et de leurs illusions, fut d'ailleurs essentiel. On se rendit subitement compte — mais bien tard — que **l'alliance étrange de libéraux et de libertaires avait dynamité la langue, l'enseignement et l'Ecole.**

Ajoutez à cela que d'insubmersibles apparatchiks comme Alain Boissinot ou Christian Forestier, serviteurs de tous les régimes, ont installé tout ce que l'idéologie pédagogue comptait de petits esprits et de bras cassés à tous les échelons du Mammouth — particulièrement à l'Inspection générale dans les années 1990-2000. Et que la plupart des ministres nommés rue de Grenelle par la droite, de François Fillon à Gilles de Robien, se sont laissé rouler dans la farine par les "experts" auto-proclamés. Les ministres de François Hollande, depuis 2012, ne valent pas mieux, mais au moins, ils font exprès de faire mal.

Il faut absolument que le pouvoir revienne l'année prochaine à des politiques assez intelligentes pour se fier aux *praticiens* — et non plus aux "experts". Cela est-il probable ? Sur ce dernier point, je préfère ne pas donner mon avis, mais j'ai par ailleurs élaboré [un programme complet pour l'Education](#) auquel je renvoie vos lecteurs.